

le minimum mortel

la production d'armes en France

pour tous

par Jean-Paul HEBERT

«Je sais, quant à moi, que c'est d'une véritable image de marchand de mort qu'est souvent auréolée notre pays».

François Mitterrand

«Une stratégie pour le désarmement». *Le Monde*. 15 décembre 1977.

Dans le numéro 25 d' *Hommes et Libertés* de novembre 1982, le dossier central «Le minimum mortel pour tous» analysait le commerce des armes dans le monde, son importance, ses caractéristiques et la place des grandes puissances, parmi lesquelles la France. Le dossier ajoutait à cette présentation une analyse économique de ce commerce. L'actualité — mesures économiques pour réduire le déficit extérieur — rend plus pressantes que jamais ces interrogations sur la validité de notre commerce des armes.

C'est ce dossier que nous complétons aujourd'hui en analysant la production d'armes en France (publique et privée) ainsi que les structures de contrôle des ventes d'armes françaises ; ce contrôle est d'autant plus nécessaire que des informations récentes montrent que des contrats fort importants restent dans des zones d'ombre inquiétantes et que les dangers économiques de cette politique (sans insister même sur la dimension éthique du problème) doivent plus que jamais être pris en considération.

La production d'armes en France emploie, directement 280 000 personnes (1) :

205 000 personnes dans les sociétés nationalisées parapubliques et privées, dont les principales sont les suivantes : (voir encadré p 9)

75 000 à la Délégation générale pour l'armement (DGA). La DGA (transformation en 1977 de la DMA, Délégation ministérielle à l'armement, créée en 1961) est l'organisme du ministère de la Défense qui fournit à l'armée française les matériels dont elle a besoin et contrôle l'ensemble des productions d'armements en France par l'intermédiaire d'une de ses directions fonctionnelles : le SIAR (Service de surveillance industrielle de l'armement).

(1) *Armées d'aujourd'hui* - N. 57 janvier-février 1981.

Sous l'égide de la DGA se réalise une part de la production :

— terrestre : avec les établissements dépendants du GIAT (Groupement industriel de l'armée de terre). (voir encadré p 9)

— navale : avec les arsenaux et établissements dépendants de la DTCN (Direction technique des constructions navales) ; arsenaux de Toulon (8 500 salariés), Brest (6 880), Cherbourg (4 235), Lorient (4 615), établissements de Indret (1 470), Ruelle (19 885), Saint-Tropez (1175).

— A ces deux directions techniques, s'adjoignent encore la Direction technique des constructions aéronautiques (DTCA avec le CEV de Brétigny, l'AIA de Bordeaux, le CEAT de Tou-

louse, le CEV de Istres) et la Direction technique des engins (DTEN : LRBA de Vernon, CAEPE de Saint-Médard, CEL de Biscarosse, CEM de Toulouse).

De plus, la Société nationale des poudres et explosifs qui a pris la suite en octobre 1971 du service des poudres emploie 7 000 personnes environ, pour un chiffre d'affaires en 1982 de 2, 2 milliards de francs (dont 40 % à l'exportation), dans sept établissements (Angoulême, Bergerac, Pont-de-Buis, Saint Médard en Jalles, Sorgues, Toulouse, Vougues), et un centre de recherche au Bouchet, dans l'Essonne.

Pour compléter cette description de l'industrie de l'armement en France on peut citer les organismes spécialisés dans la distribution :

L'Office général de l'air (OGA) et l'Office français d'exportation de matériel aéronautique (OFEMA) en ce qui concerne le matériel aéronautique.

La Société française de matériel d'armement (SOFMA) et la Société française d'exportation d'équipements et matériels spéciaux (SOFREMAS) en ce qui concerne le matériel terrestre. La Société française d'exportation d'armement naval (SOFREXAN) pour le matériel naval.

Dans le domaine bancaire, la Société française de vente et de financement de matériels terrestres ou maritimes (SOFRANTEM).

Dans l'exportation du savoir-faire : la Société d'études techniques et de gestion (SODETEG).

On peut aussi rappeler les «Salons» :

- les années paires à l'automne, salon des armements navals au Bourget et dans les ports de guerre.
- les années impaires en juin, salon de l'aéronautique au Bourget et Salon des armements terrestres à Satory.

LE CONTROLE DES VENTES DES ARMES FRANÇAISES

Il est réalisé par la CIEEMG (Commission interministérielle d'étude des exportations de matériel de guerre), présidée par le secrétaire général de la Défense nationale (qui dépend directement du Premier ministre), elle associe des représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Economie, des Finances, du Commerce extérieur, de la Défense, de l'Intérieur). Son secrétariat est fait pour la DAI (Direction des affaires internationales, une des directions «fonctionnelles» de la DGA).

Son rôle de contrôle sur les firmes désireuses d'exporter des armes se situe à trois niveaux :

- autorisation de prospecter des marchés étrangers.
- autorisation de négociation (embargo éventuel, solvabilité du client, influence sur les intérêts de la stratégie française).
- autorisation d'exporter.

En outre, le matériel exporté doit être visé par les douanes et le pays acheteur est censé fournir un «certificat international d'importation» attestant que ces fournitures lui sont bien destinées et un «certificat

de vérification de livraison» attestant qu'il les a effectivement reçues. La possibilité de contrôle par l'Etat (même s'il ne faut pas se faire d'illusion sur l'efficacité de ces deux derniers

certificats) est donc tout à fait réelle : l'exportation d'armements en France est bien une affaire d'Etat, ce qui rend d'autant plus urgent une réflexion politique sur ce problème.

LES EXPORTATIONS FRANÇAISES

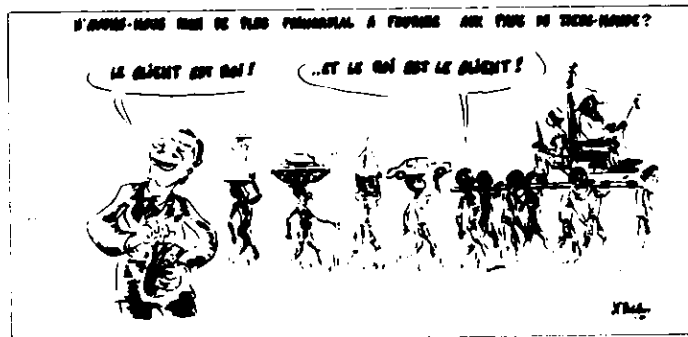
La réflexion politique est urgente car l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pas infléchi notre activité dans le commerce des armes.

Selon le ministre de la Défense les ventes d'armes de la France ont évolué comme suit :

1972 : 4 ; 1973 : 5,4 ; 1974 : 6,7 ; 1975 : 8,3 ; 1976 : 11,6 ; 1977 : 14,7 ; 1978 : 17,3 ; 1979 : 20,5 ; 1980 : 23,4 ; 1981 : 28,5.

quatre ans et seize milliards de francs en commande ; et l'on peut s'attendre à une augmentation des commandes «tirées» par le succès des EXOCET et l'efficacité du système de défense rapprochée Sol - Air ROLAND, dans la guerre des Malouines.

La progression devrait donc continuer en 1983 puisqu'à lui seul le 1^{er} semestre 1982 avait



et l'estimation du *Nouvel Economiste* pour 1982 est de 33 milliards de francs ; comme nos propres importations sont faibles, c'est pratiquement un excédent net deux fois plus important que notre excédent dans le secteur automobile. Les perspectives immédiates sont «bonnes» : la division Engins tactiques de l'aérospatiale, qui est devenu le premier vendeur de missiles du monde, a un plan de charge rempli pour

engrangé 26,4 milliards de F commandes extérieures.

IRAN - IRAK ON VEND, ILS RAQUENT

Aussi voit-on nos ministres se transformer en représentants multicartes. Claude Cheysson au Moyen-Orient s'occupe du problème des paiements de l'Irak. Ce pays nous a acheté en 1981 - 1982 pour presque 28 milliards

de francs d'armes. Or, la guerre ayant touché ses installations pétrolières, ses ressources ont fortement diminué. Et voilà la France en train de négocier un paiement en nature avec du pétrole saoudien, au nom de la dette irakienne... et le problème est loin d'être terminé puisque l'on vient d'apprendre que l'Irak avait l'an dernier passé un contrat pour 29 mirages F1 qui commenceront à être livrés cette année (le contrat date de l'an passé, mais il n'avait pas été annoncé publiquement : la transparence du marché des armes est loin d'être satisfaisante ; il y a là un champ d'actions à explorer d'urgence).

L'Irak veut aussi 5 Super Eten-darts (ceux-là mêmes qui équipent les porte-avions français pour transporter les armes nucléaires tactiques) mais il y a une difficulté : la chaîne de montage est arrêtée ; pour la remettre en route de façon rentable il faut prospecter de nouveaux clients (ceci illustre la critique que nous faisons dans le dossier de novembre : un commerce qui, prétendument justifié par les données militaires, est en réalité devenue une fin en soi), ou sinon il faut prélever les cinq appareils sur les 71 de la marine française (ce qui serait l'illustration des effets «pervers» des ventes d'armes sur la défense française).

Charles Hemu lui, discute avec les Grecs : il s'agit de mettre au point un transfert de technologie entre la SNECMA et HELLENIC AEROSPACE INDUSTRY, au terme duquel HAI assurerait l'entretien des réacteurs ATAR 9 K-50 qui équipent les mirages F1 grecs et jor-

MITSUBISHI
MACHINES A COUDRE
MOTEURS A EMBRAYAGE

IMPORTATEUR EXCLUSIF

Universal

S. A. AU CAPITAL DE 800.000 F - 552019622 B. R. C. PARIS
37, Bd VOLTAIRE, 75011 PARIS - TEL. : 700.00.17
Pièces détachées et renseignements - 700.80.39

UNITAS
A POINTS
INVISIBLES

Princess
INDUSTRIELLES
ET FAMILIALES

michel



bachoz

7.8.10 rue d'alexandrie
75002 paris
tél. 508.41.74

daniens ... et puis il y a aussi en perspective le remplacement des PHANTOM de l'aviation de combat grecque. Le marché concerne une centaine d'appareils : le Mirage 2000 est sur les rangs. Mais il n'est pas le seul : il y a aussi le Tornado (GB - IT - RFA) et les F 16 et F 18 américains : de beaux coups fourrés à venir pour enlever le marché.

Infatigable, Charles Hermu ira à Abû-Dhabi au mois de mai : l'émirat est déjà équipé de Mi-

rage 5, d'hélicoptères Puma et Alouette, de missiles Crotale et d'automitralleuses Panhard. Mais cette fois-ci il s'agit d'une commande de 49 Mirage 2 000 et de missiles Matra pour les équiper.

On n'annonce pas de voyage de Charles Hermu à Téhéran. Pourtant l'Iran doit bien trouver quelque part les armes qu'il utilise. Est-il déraisonnable de penser qu'on va découvrir sous peu que l'Iran est aussi de nos clients ? Affaire à suivre.

conséquence s'accélérent et la gravité qu' a pris récemment un complot militaire auparavant tenu pour «folklorique» indique bien que les tentations dans ce domaine sont sérieuses - or la technologie japonaise sera à l'évidence une concurrente avec qui il faudra compter dans ce secteur de productions militaires où l'informatique et l'électronique ont un rôle de plus en plus capital.

Le marché des armes est un marché où les coups de théâtre abondent : la Grande Bretagne qui escomptait une rentrée de 150 millions de dollars de la vente de missiles SEA - DART à la Chine populaire pour équiper ses contre-torpilleurs devra faire affaire ailleurs car la Chine vient d'annuler le contrat ...

Alors, laisser le commerce des armes prendre la place qu'il a pris dans notre économie, c'est une courte vue coupable. Et puis est-ce compatible avec une politique de gauche ? Justifier la politique des ventes d'armes à tout prix par les nécessités de la défense, c'est confondre réalisme et cynisme. Les parlementaires, les partis, les

syndicats, l'opinion de gauche sont interpellés par cette réalité : il y a des procédures à mettre en oeuvre pour contrôler les ventes d'armes françaises et puis dans la même optique il faudra s'attaquer au contrôle de quelques autres points épineux :

- quel sera le devenir du plutonium de Super -Phénix ?
- où en sont les recherches françaises dans le domaine des armes bactériologiques et chimiques ?

Où sont ceux qui se poseront la question de manière à être entendus ? et quelles seront les réponses ?

Jean-Paul HEBERT



POUR ALLER PLUS LOIN

«Tribune Internationale» (9, rue Boromée. 75 015. Paris)N. 5

«Le Monde diplomatique» Février 1983.

Un dossier «épreuve de force entre l'Est et l'Ouest», avec en particulier un article «Peut-on réduire les budgets militaires pour intensifier le développement économique» et une bibliographie.

«Paix et Conflits» (bimestriel), 54, boulevard Raspail. 75 006 Paris.

REALISME OU INCONSCIENCE ?

Les «performances» françaises en matière de ventes d'armes ne doivent pourtant pas faire illusion. Ce serait une faute énorme que de jouer l'équilibre du commerce extérieur sur ce secteur à hauts risques.

La griserie des résultats actuels qui étourdit certains, même dans la gauche, se paiera de lendemains douloureux.

Les ventes d'armes françaises sont fragiles : elles sont concentrées sur l'aéronautique pour les deux tiers, or la progression constante de la pression U.S. dans ce domaine risque de nous

laisser beaucoup moins de place dans l'avenir (Reagan prépare un budget 1984 avec 240 milliards de dollars de dépenses militaires, 6, 8 % du PNB).

Elles sont concentrées sur les pays arabes : 83, 5 % des ventes en 1982. Faut-il souligner que l'évolution du conflit Iran-Irak les aléas du marché pétrolier, les retournements de situations dans cette zone nous exposent à de graves déconvenues ?

Et puis les appétits du Japon en ce domaine semblent se préciser. Les débats sur la nécessité d'une production militaire

Source : «Vers une défense populaire» Ed. Syros. Paris 1981.

Secteur	Firme	% du CA réalisé dans l'armement en 1978
Aéronautique	SNIAS	65
	DASSAULT	91
	SNECMA	79
	MATRA	53
Terrestre	MANURHIN	74
	LUCHAIRE	32
	THOMSON - BRANDT	12
	PANHART	100
	Naval	CMN
Electronique	THOMSON CSF	47
	EMD	86

Etablissements	Villes	Effectifs en 1.01.81	Activité principale
ARE	Roanne	3 212	engins blindés
ATS	Tarbes	2 887	blindés, obus
EFAB	Bourges	2 372	armes et munitions tous calibres
MAB	St-Etienne	2 057	torpilles, armes, roquettes, NC
AMX/APX	Satory	1 679	blindés, conduites de tir
MAT	Tulle	1 602	armes moyens calibres
ATE	Toulouse	1 418	munitions et mines
ASS	Salbris	720	munitions tous calibres
ARS	Roanne	476	douilles d'artillerie
ALM	Le Mans	435	munitions petits calibres
Siège GIAT	St Cloud	80	

CASE RESERVEE

C.G.E.